

VOULOIR

SUPPLEMENT A LA REVUE ORIENTATIONS Numéro 7 Juin-Juillet 1984

Faut-il dresser un bilan des élections européennes du 17 juin ? Il faut d'abord avoir la modestie de ne pas tirer de conclusions définitives de ce scrutin dont on ne parle déjà presque plus. Pour les prochaines législatives et les prochaines européennes, l'électorat pourrait très bien voter différemment, choisir d'autres hommes et d'autres partis. Tout laisse supposer que les sirènes politiciennes préparent de nouveaux chants. En revanche, ne rien dire à propos des Européennes pourrait signifier un sain désintérêt pour la politique-spectacle de 1979 et pour la politique-qui-n'a-pas-trop-osé-se-donner-en-spectacle de 1984. Entre les prophéties (qui, bien sûr, se révéleront fausses) et le silence, nous choisirons une tierce voie. Celle du commentaire circonspect. Pour le panier à crabes politicien, nous sommes des Martiens. Gardons-nous bien de répudier cette qualité. Elle nous sied.

La politique s'est enlisée dans ses contradictions idéologiques, dans ses compromis électoraux, dans la facilité routinière. Si elle ne s'impose pas une transformation radicale, si elle ne sort pas de sa routine et de sa mélasse, si elle n'interpelle pas résolument les problèmes de l'heure, elle mourra dans l'auto-contemplation narcissique de ses propres archaïsmes, fonctionnels ou idéologiques.

Les résultats, en Belgique, ne bouleversent rien mais traduisent un malaise, un désarroi de la population et surtout le besoin d'autre chose. De quelque chose qu'on sent confusément mais qu'aucune recette pré-confectionnée ne suggère ou ne révèle. Le phénomène le plus significatif a été, sans conteste, l'effritement du CVP, des conformismes désuets et des intérêts sordides qu'il représente. Héritier d'un cléralisme, imposé à nos régions il y a quatre siècles par les soudards du Duc d'Albe, le CVP a opté pour une américanolâtrie pathologique, qui découvrait, dans les missiles de l'OTAN, des vertus sanctifiantes, aussi sanctifiantes que les halberdes et les arkebuses de la soldatesque de Philippe II. Toujours le même besoin d'appeler, pour conserver sa place, des soldats étrangers.

Les discours Reaganiens tonitrueux de VERHOFFSTADT, leader du PVV, l'arrogance d'un libéralisme résolument dépassé n'ont généré qu'un retentissant échec. L'idéologie libertarienne n'a été en fait que poudre aux yeux. Les impôts ont augmenté, les cotisations compensatoires et autres fariboles fiscales se sont abattues sur une population saturée. Le bon peuple, moins bété

APRES LES ELECTIONS EUROPEENNES: NOS HUMEURS ...

que les universitaires jeunes ou vieux des CVP/PSC ou PVV le croient, a renvoyé dos à dos les deux sinistres gangs fondateurs de la Belgique de 1830. Catholiques et Libéraux ne pourrissent, hélas pas encore, dans les poubelles de notre histoire. Parce que personne, aujourd'hui, n'est en mesure de les remplacer, de proposer une alternative globale à la société actuelle et au stérile manichéisme gauche/droite. Le terrorisme intellectuel, par universités partisans interposé, qu'ils ont fait régner sur les esprits depuis plus de 150 ans a stérilisé toute matrice politico-culturelle



Dessin de Plantu dans *Le Monde* du 20 juin 1984. Les élections européennes n'ont, nulle part, passionné les foules. Le record a été battu au Royaume-Uni: 25% seulement de participation.

en notre bon royaume. Sans alternative critique, sans culture véritablement alternative et réellement autonome, pas de rénovation politique.

Toujours en Flandre, il y a eu l'effet VAN MIERT. Ce succès est dû à la conscience idéologique du leader socialiste. VAN MIERT a toujours, jusqu'ici, préféré la méditation intellectuelle aux pompes du pouvoir. A long terme, c'est ce qui rapporte le plus. Chef d'une formation politique dont l'idéologie est fossilisée depuis plus de septante ans (DE MAN l'avait déjà brillamment

démonstré !), VAN MIERT a su trouver la voie de pénétration vers l'électorat jeune, vers les universitaires au chômage; il a su créer une alchimie politique nouvelle mélangeant écologisme, socialisme traditionnel et nationalisme social. Les pires ennemis de VAN MIERT doivent appartenir au SP; à ce socialisme d'hypocrites qui parle des damnés de la terre pour obtenir postes, portefeuilles ou emplois. Ce sont pareils alliés qui nous font douter de l'avenir de VAN MIERT. Comme DE MAN, jadis, il n'a pas compris qu'on ne siège pas aux côtés d'escrocs.

Sur le plan international, les tassements du CVP et du PVV, le succès de VAN MIERT et des écologistes, nous font conclure à un vote anti-américain. Mais cette conclusion, ni VAN MIERT ni les journalistes dits de "gauche" n'ont eu l'audace ou l'intelligence de la tirer. Personne en Flandre ou en Wallonie n'ose désigner l'ennemi extérieur de toutes nos classes sociales confondues, mis à part les financiers cosmopolites: l'Amérique. Celle qui ruine notre sidérurgie, qui impose son matériel vétuste et inefficace à notre armée, qui freine nos exportations, qui ôte les emplois de nos ouvriers et met en faillite nos PME, qui sème la zizanie en Europe. Il n'y a pas de parti anti-américain, tout comme il n'y a pas de parti républicain en Angleterre.

En Wallonie (et, partiellement, à Bruxelles), la quasi disparition du FDF/RW renforce le poids des partis traditionnels, mais met fin à un vaudeville politique de très mauvais goût. L'effet Happart, avec ses 234.000 voix, sera un effet-boomerang. Le scandale, déclenché par SPITAEELS et LIZIN au sein du groupe socialiste du Parlement Européen, n'ajoutera rien à la crédibilité du PS. Cela, c'est positif: toute l'Europe sociale-démocrate connaît à présent les comportements puérils des caractériels de la tourbe politicienne belge, tous partis confondus. En plus, si le vent tourne et renverse la coalition CVP/PSC/PRL/PVV, HAPPART sera-t-il un bon atout pour une éventuelle coalition gouvernementale avec l'inévitable CVP ? Il y a tout lieu d'en douter. La foire aux empoignes continuera. On verra, en ricanant tels les jeunes Spartiates, se dérouler des pugilats grotesques d'ilotes ivres.

Ailleurs en Europe, les résultats sont variés. En Allemagne, les "Verts" enregistrent 8,2 %. Signe des temps: l'électorat rejette progressivement les idéologies du passé et les plus jeunes contestent l'occupation américaine, militaire et

économique. Les Libéraux de la FDP sont en-dessous de la barre fatidique des 5 %. Chrétiens-démocrates et socialistes subissent des tassements. Aux Pays-Bas, le résultat est sensiblement le même qu'en Flandre: victoire des socialistes hostiles aux euro-missiles. Il faut en outre savoir que l'affaire des euro-missiles mobilise toute la vie politique néerlandaise. Adversaires et partisans résolus des fusées yankee l'emportent sur ceux qui ont adopté, par mauvais calcul, une position ambiguë. En Grande-Bretagne, les travaillistes talonnent le parti de Madame **THATCHER** et éliminent la nouvelle alliance libérale/sociale-démocrate. En Italie, la victoire des communistes (33,5 %) est vraisemblablement due au décès prématuré d'Enrico **BERLINGUER**. En France, les 11 % de Jean-Marie **LE PEN** et la chute spectaculaire du PCF bouleversent le paysage politique. Ce nouveau paysage est sans doute l'innovation majeure dans la politique européenne (Cf. notre analyse du phénomène). Le succès de **LE PEN**, c'est le retour aux mythes politiques simples. Ceux qui ont fait le succès de **REAGAN** aux Etats-Unis et la popularité de **THATCHER** après la Guerre des Malouines. Le retour de ces mythes est très certainement dû à la vengeance de l'homme simple et honnête, qui ne comprend pas la politique, en est la proie facile et s'écoeure de la politique banale, avec ses snobismes juristes et ses hypocrisies. Mais ces mythes camouflent, en France comme aux Etats-Unis, le retour discret des fondamentalismes catholique et protestant, avec tous leurs archaïsmes et le retour offensif d'un néo-libéralisme hyper-capitaliste qui écrasera, plus sûrement que le marxisme social-démocrate ou communiste, les indépendants, les patrons et les cadres des PME qui se seront laissé séduire par son discours. Les chaînes de super-marchés, en matière de nivellement, sont diantrement plus efficaces que tous les PC de la Terre, susceptibles, parfois, de retours en arrière.

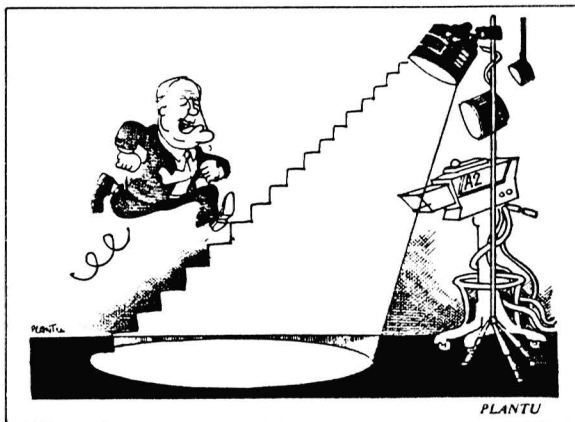
Nihil sub sole novi donc. Malgré une volonté confuse d'en finir avec le style politique des années 50 et 60, qui avaient déjà bétonné les archaïsmes de Weimar, les tares de la Belgique et les structures socio-économiques de la IIIème République.

Jean KAERELMANS.

LES CAUSES DU SUCCES DE JEAN-MARIE LE PEN

Est-il trop tôt ou trop tard pour parler de la percée du Front National en France ? Elle a surpris les augures professionnels de la politique. Et pourtant, que ce succès fut de 8, 10 ou 15 %, il était prévisible. Prévisible historiquement, prévisible conjoncturellement. La France a toujours eu les yeux de Chimène pour les hommes forts, pour les mouvements aux allures décidées.

S'il est une nation "démocratique" où la démocratie fut toujours un accident entre deux pouvoirs forts, c'est bien la France. Déjà, les rois de France avaient créé l'absolutisme. S'ils se montraient faibles ou si une conjoncture politique ou monarchique créait un empêchement (roi mineur, etc.), il se trouvait un grand commis (Richelieu, Mazarin, Colbert,...) pour prendre en mains fermes



Ci-contre, dessin de Plantu, paru dans un numéro spécial du **Monde** consacré à l'extrême-droite française (**Dossiers et Documents**, n°111, mai 84). Indéniablement, le Front National de J.-M. Le Pen a ramassé ses voix dans les banlieues ouvrières réputées "rouges" ou dans les villes traditionnellement socialistes. Selon les résultats publiés au lendemain des élections dans **Libération** et **Le Quotidien de Paris**, c'est là un fait incontestable. A St-Denis, Le Pen récupère 15,98 % de l'électorat du PCF.

les rênes de l'Etat. La politique française a grand-peur du vide; les Français craignent la vacance du pouvoir. Ils ne sont certes pas les seuls en Europe mais leur histoire est tellement exemplative sur ce chapitre qu'elle nous éclaire mieux.

Plus récemment, aux XVIIIème, XIXème et XXème siècles, la France a toujours balancé entre le pouvoir fort et la faiblesse. Le "roi-serrurier" et son pouvoir faible furent balayés par une révolution puissante bien qu'anarchique dans les principes, d'où émergea **Robespierre**. Celui-ci à peine décapité, vinrent le Directoire, le Consulat, l'Empire... Plus tard, la monarchie faible louis-philippard fut remplacée par une République forte en 1848, elle-même relayée par le Second Empire. Par ailleurs, la France a toujours exporté son esprit et son désir de force par les guerres et les conquêtes coloniales. Même lorsque son régime reflétait la faiblesse, les combats d'Outre-mer et le style colonial étaient preuves de force voire de férocité. Napoléon III, finalement, ne fut pas un empereur si faible, malgré ses déboires au Mexique et sa défaite de 1870.

Plus près de nous encore, après les années mièvres du début du siècle, de la Belle Epoque insouciance, **Poincaré** et **Clémenceau** furent des hommes d'Etat à poigne. Entre les deux guerres, des généraux à l'esprit très peu "démocratique" dirigèrent les colonies d'une main de fer. Puis vint 1940 et le pouvoir quasi absolu -dans la mesure où l'occupant l'agréait- du Maréchal **Pétain** et, enfin, la dictature du Général **De Gaulle** pour qui on avait taillé une constitution inégale quant aux pouvoirs donnés à un chef d'Etat.

C'est à la lumière de l'histoire de France qu'il faut examiner la situation actuelle et la poussée du Front National. Depuis le départ de Charles **De Gaulle**, la France vit dans une sorte de léthargie politique, même si elle est "entrée en modernité" sur le plan socio-économique. Elle a perdu toutes ses colonies hier et, aujourd'hui, elle régresse économiquement; elle n'a plus la primauté mondiale à laquelle elle a toujours aspiré et, de surcroît, par une politique socio-démographique aberrante, elle est envahie par une population difficile à assimiler, une population issue de ses anciennes colonies qu'elle fut habituée à traiter durement.

En 1981, après le septennat de libéralisme avancé de **Giscard**, qui ne fut en réalité qu'une "sérialisation des êtres" (**Sartre**) et une insertion moderniste de la France

dans le réseau cosmopolite et inextricable des économies et des Etats, les Français ont cru remonter la pente et retrouver une identité en se donnant au socialisme et en élisant une figure paternelle, **Mitterand**, vieux routier de la politique, qui a eu le génie de se présenter comme "force tranquille".

L'application précipitée d'un programme trop théorique et trop démodé, la conjoncture de crise de plus en plus profonde, le manque d'hommes accoutumés aux méandres du pouvoir et surtout la force des médias et de l'argent ont transformé en plus ou moins deux ans l'expérience socialiste en fiasco. Il restera néanmoins du socialisme de **Mitterand** des décisions irréversibles comme ce fut le cas au temps du Front Populaire de 1936. Nous noterons au passage que, malgré le gouvernement de "gauche", on paye beaucoup moins d'impôts en France qu'en Belgique.

Le résultat spectaculaire du Front National de **Le Pen** découle simplement de la situation actuelle de la France, à la fois claire et complexe.

1. Une partie des militants et électeurs du RPR, dégoûtée par l'union tactique entre leur parti et les Giscardiens, dirigée par Madame **Veil**, est partie vers **Le Pen**.

a) parce que la position du groupe **Veil** n'était pas clairement définie.

b) parce que se trouvaient sur cette liste d'"union de l'opposition" de vieux chevaux de retour de l'ère giscardienne.

c) parce que Madame **Veil** reste, pour les Catholiques et surtout leur aile intégriste, celle qui a rendu les lois sur l'avortement possibles.

d) parce que, dans un pays de vieille tradition antisémite, Madame **Veil** ne cache pas son appartenance à la communauté israélienne et son soutien à l'Etat d'Israël.

2. Une partie des Giscardiens, qu'ils soient pro-Barre ou pro-Giscard, n'ont pas oublié que **Chirac** contribua grandement à la défaite de leur leader.

3. Une partie des électeurs traditionnellement communistes a voté **Le Pen** à cause des positions de la CGT (le syndicat d'obédience communiste). En effet, la France est peu syndicalisée (26 % d'adhérents aux syndicats dont + 2/5 à la CGT) par rapport à la Belgique ou à la Grande-Bretagne et la RFA. Or la CGT représente et défend de très nombreux syndicats maghrébins ou africains avec lesquels elle a fomenté des troubles, notamment dans les usines automobiles, empêchant, du même coup, les Français de souche non syndiqués et généralement fidèles au PCF de travailler.

Que pouvaient donc faire les ouvriers français ?

a) se détacher du communisme allié à la CGT.

b) ne pouvaient pas aller vers le socialisme de **Mitterrand** qui n'avait pas réagi contre la CGT.

c) ne pouvaient pas aller vers l'UDF de **Giscard** ou le RPR de **Chirac** qu'ils jugent trop réactionnaires et trop bourgeois.

d) ne pouvaient voter pour les minuscules partis "gauchistes" (trotskistes, liste **Laguiller**, etc.); leurs voix auraient été perdues et l'écologie ne focalise pas, en France, les votes protestataires comme en Belgique, en Hollande et en RFA.

e) Ils ont voté pour la formation qui leur apparaissait la plus dynamique et la plus opposée au régime et au vieux système des partis.

Quelles conclusions tirer de tout cela

pour l'avenir ?

- En France, il n'y a plus de majorité de gouvernement ni de gauche ni de droite.

- La conjoncture ne s'améliorera pas, même si **Mitterrand** a formé un nouveau gouvernement, censé être plus modéré, dirigé par **Laurent Fabius**. Aux yeux de l'électorat ex-communiste passé à **Le Pen**, ce ne sont ni **Giscard** ni **Barre** (libéral et peu enclin à défendre les travailleurs) ni **Chirac** mal entouré (**Pons**, **Labbé**, etc.) et menant une politique trop personnelle, qui pourront sortir la France du marasme.

- Pour ces électeurs, il ne resterait donc que le Front National, avec le charisme personnel de **Le Pen**; un électoral "jeune, mâle et chômeur" (dixit **Le Monde**) l'a donc suivi, jugeant sa droite "dynamique" et se reconnaissant dans son hostilité aux immigrés. En outre, **Le Pen** a joui du soutien, plus considérable qu'on le pense, de l'inté-

grisme catholique, assez puissant et relativement bien structuré chez nos voisins du Sud. Cet aspect du succès de **Le Pen** correspond un peu au soutien des fondamentalistes américains apportés en 1979/80 à **Ronald Reagan**. Les "styles" politiques, en tout cas, se rejoignent.

Il faut ajouter que les Français n'ont pas la tripe "libéralo-démocrate" ni l'esprit cosmopolite tels que le voudraient l'actuelle opposition de **Giscard**, **Veil**, etc. Sachons qu'ils resteront encore longtemps nationalistes, amoureux de l'autorité, et feront leur slogan "France d'abord !". Enfin, le problème des Maghrébins est beaucoup plus aigu en France et il semble que les propositions **Le Pen** à ce sujet soient au goût des Français. L'historien israélien **Zeev Sternhell** voit dans cette hostilité aux immigrés une constante de la gauche de base en France.

Jean E. van der TAELEN.

VOCABULAIRE

HISTOIRE

I.
"Conscience, apparue au sein de la culture européenne, de l'émergence du destin d'un peuple dans le temps". La dimension historique est spécifiquement humaine: elle est conscience du temps et de l'espace. L'historicité et la conscience historique sont le lieu premier d'affrontement des conceptions du monde" (En Europe cet affrontement oppose les dérivés (libéral ou marxiste) du christianisme aux valeurs autochtones). C'est à la fois parce qu'elles accordent à l'histoire une si haute valeur et parce qu'elles lui donnent des sens diamétralement opposés que ces deux conceptions-du-monde se combattent en une guerre des dieux dont nos contemporains sont souvent inconscients mais dont l'enjeu a, depuis bien longtemps, été la poursuite -ou l'arrêt- du destin historique des peuples européens.

Les anciens avaient une conception cyclique de l'histoire: ni auto-dépassement ni fin de l'histoire. Le judéo-christianisme introduisit une conception à la fois dynamique de l'histoire (dialectique de l'innovation) et téléonomique: l'histoire est segmentaire et concourt elle-même à sa propre fin, puisqu'elle est envisagée comme une malédiction provisoirement nécessaire. Les idéologies occidentales, à partir notamment de la raison historique hegelienne, ont très exactement repris ce schéma eschatologique (finaliste). De nos jours, on mesure à quel point le système occidental aspire à figer l'histoire dans une culture planétaire stable. Quant à nous, nous proposons une nouvelle philosophie "faustienne" de l'histoire: elle est post-chrétienne en ce qu'elle répond au défi du christianisme et des idéologies modernes en donnant à l'histoire une dynamique, fondée non plus sur le retour cyclique, mais sur la notion nietzschéenne d'éternel retour de l'identique (et non pas du même): le passé peut être réapproprié à chaque époque présente en fonction de projets toujours renouvelés et, par là même, transfiguré (c'est le processus de formation des mythes).

Le présent est le point de rencontre du passé traditionnel, immémorial et sans cesse recréé, et de l'avenir. Le futur demeure donc ouvert, à la différence des conceptions archéo-païennes cycliques ou judéo-chrétiennes. Traditionnalisme et futurisme explosent ensemble dans la même énergie. De ce fait, une deuxième définition doit maintenant être donnée de l'histoire:

II.

"L'histoire est ce qui doit être conservé et régénéré pour que les peuples européens échappent à la disparition et, à ce titre, elle constitue l'enjeu et le point focal de la guerre des conceptions-du-monde, et de la guerre tout court, qui oppose depuis des générations et sur plusieurs continents la conscience judéo-chrétienne et la conscience païenne".

C'est pourquoi notre action se situe volontairement à l'échelle de l'histoire, en dehors, au-dessus des péripéties, qualifiées conventionnellement de "politiques".



HUMAIN, HUMANISME

"Est humain ce qui appartient en propre à l'homme, ce qui vient en surplus de son animalité, c'est-à-dire le fait culturel et la conscience auto-réflexive (conscience d'avoir conscience et d'avoir une destinée)".

Pour le judéo-christianisme et les idéologies dominantes, l'humanité désigne un ensemble homogène dans lequel les divergences ethniques et culturelles sont provisoires et secondaires. Pour nous, c'est là ramener le fait humain au fait animal; c'est du biologisme paradoxalement. L'humanité, au contraire, c'est-à-dire la spécificité biologique des hommes, c'est d'être dissemblables culturellement, de diverger anthropologiquement, de ne pas posséder de conscience d'espèce.

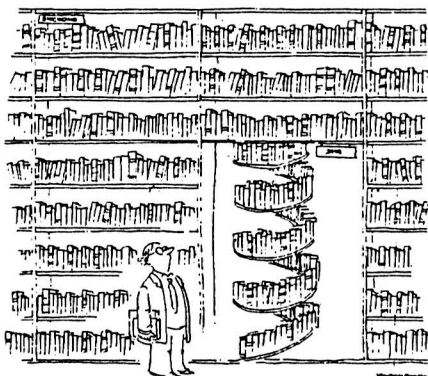
L'humanité de l'homme, selon nous, c'est-à-dire ce qui le définit comme "humain", ne se trouve pas dans les ressemblances et les similitudes entre les hommes, tous différents par groupe comme par individu, mais dans le fait

que tous les hommes échappent à l'inconscience de l'animalité et aux déterminismes biologiques par des réponses culturelles profondément différentes, inégales, qu'ils élaborent pour survivre, comme autant de méta-natures. En ce sens, l'humanité n'est pas une "condition", mais un état progressif qui se conquiert, une "situation". L'homme tend vers le toujours-plus-humain, c'est-à-dire vers le surhumain, vers l'accroissement de sa liberté envers les déterminismes biologiques. La conscience historique comme la technique moderne sont des facteurs de surhumanisme. L'humanisme égalitaire qui débouche sur la société marchande et sur un système universaliste, ravale l'homme au rang d'être abstrait, définitif, individu et le fait paradoxalement régresser (involution).

Comprendre l'homme de manière totale, anti-réductionniste, c'est l'envisager à la fois comme un produit de l'évolution, comme un "animal" complet limité par son hérité mais ne pouvant actualiser cette dernière (dont les possibilités sont immenses) que par son ouverture-au-monde; cette dernière faculté autorise l'homme à recevoir la discipline d'une culture qui multiplie de ce fait ses possibilités innées par des informations acquises. L'homme s'investit alors comme être d'action: il agit sur son milieu alors que l'animal se contente d'y survivre et de s'y adapter. La volonté de puissance appartient donc, biologiquement et culturellement, à ce qu'il y a de plus humain dans l'homme. Elle correspond à cette "étincelle divine" dont ont parlé beaucoup de penseurs européens et qui fait de l'homme un être-en-devenir-permanent.



VOULOIR n°8 paraîtra fin septembre comme prévu. Pour des raisons indépendantes de notre volonté, le rythme de parution a été bimestriel pendant les mois d'été. La parution mensuelle reprendra dès octobre.



NOUS AVONS LU ...

UN PREMIER ESSAI SUR L'OEUVRE DE ZINOVIEV ...

Claude **SCHWAB**, théologien, aumônier de l'Université et de l'Ecole polytechnique de Lausanne, vient de consacrer un tout premier livre à l'oeuvre fascinante d'Alexandre **ZINOVIEV**. Ses raisons sont multiples. Et il les explique; il veut engager le grand public à lire attentivement **ZINOVIEV**. Mais il veut surtout que **ZINOVIEV** soit lu et compris dans tous les aspects de son oeuvre. On connaît bien le **ZINOVIEV** littéraire des *Hauteurs Béantes* mais moins bien l'essayiste, à la fois sociologue et philosophe, politique et logicien.

Claude **SCHWAB** est théologien et pasteur; il cherche donc à dégager de l'oeuvre de **ZINOVIEV** les fondements d'un christianisme renoué qui puisse lutter contre "les formes modernes de péché" qui, toutes, tendent à déresponsabiliser l'homme, à le conduire à la "pente fatale" qu'est la recherche égoïste du "plus grand profit possible à tirer du jeu social". Essai de sociologie cru et sans illusions, parfaite analyse de cette recherche égoïste qui mobilise nos contemporains, **Le communisme comme réalité** (Julliard/L'Age d'Homme, 1981) pourrait aisément se résumer en une formule: *homo homini mus* (l'homme est un rat pour l'homme).

ZINOVIEV élabore une triple typologie sociale avec 1) la catégorie des "résistants" qui finissent toujours par être broyés par le système; 2) la catégorie des officiels, nullités parées de prestige, justifiant leurs positions au nom d'une "pseudo-morale" idéologique et, enfin, 3) les "indécis", parfois sympathisants des "résistants" mais qui, toujours, jouent le jeu, ne prennent jamais de risque, trop lâches pour transgresser les normes.

SCHWAB trouve une opposition dans l'oeuvre de **ZINOVIEV**: celle qui pose l'idéologie contre la religion. L'idéologie caractérise la société que décrit **ZINOVIEV**; pour lui, elle est doctrine de l'univers, de l'homme dans la société et de l'avenir. A cet aspect doctrinal, s'ajoute toujours un appareil destiné à organiser et modeler les consciences, puis à justifier la conduite des dirigeants. **ZINOVIEV** démarque l'idéologie par rapport à la science et à la religion. Si la science cherche à découvrir, l'idéologie vise à standardiser. Si la religion postule la croyance, l'idéologie s'adapte par calcul rationnel.

La religion est, pour **ZINOVIEV**, un phénomène universel, dont le pivot est l'âme, l'exigence éthique. Exigence éthique postule la responsabilité. **SCHWAB** cependant va lourdement insister sur l'aspect "moral" de l'oeuvre de **ZINOVIEV**, où la solidarité de l'homme qui "possède encore une âme" va toujours, en toutes circonstances, aller aux "victimes". Mais peut-être faudrait-il davantage insister sur l'aspect protestataire de l'exigence éthique, sur la protestation contre les mécanismes sociaux. Si **SCHWAB**, de son point de vue de prêtre, valorise l'aspect moral défensif de l'éthique de **ZINOVIEV**, nous aurions tendance à souligner l'aspect offensif et corrosif de sa sociologie. Nos deux points de vue peuvent d'ailleurs parfaitement se compléter. Mais notre méfiance à l'égard de tout discours religieux, souvent manipulateur, l'emportera. Les religions "officielles", christianismes occidentaux en tête, ont dégénéré dans l'acclamatif ahurissant, style Jean-Paul II.

A notre sens, avant d'être moraliste ou théologien, **ZINOVIEV** est un fin sociologue. Sa tâche prioritaire, c'est de produire une analyse scientifique de la société. Renversant les perspectives, **ZINOVIEV** rend absurde les "visions officielles", en accentuant cyniquement leur réalisme. L'officialité tombe alors dans la caricature. Mais, l'exercice auquel se livre **ZINOVIEV** ne doit pas valoir pour la seule société soviétique. L'Occident a également besoin de sa sociologie iconoclaste. La Belgique en tête, avec son totalitarisme administratif, sans doute le plus lourd après celui du monde soviétique. Le "brave" notable CVP (ou PRL, PS, etc.), quelle nullité médiocre et obséquieuse n'est-il pas, en dehors de sa vie publique où il glâne quelque maigre prestige?

La sociologie de **ZINOVIEV**, qu'il veut hisser au niveau scientifique, se résume à quelques principes élémentaires. En effet, les lois sociales sont simples: recherche de l'auto-conservation, de l'amélioration des conditions d'existence. Les règles du jeu social sont, elles aussi, limpides: minimum de risques pour un maximum de profits; minimum de responsabilités pour un maximum de considérations, etc. Dans ce cadre, l'arrivisme ou le carriérisme est l'art par excellence, avec son sens tactique pour mettre à profit les circonstances. Tout se passe comme si l'homme était aux prises avec une énorme machine dont il n'arrive pas à maîtriser les finalités mais dont il peut utiliser les ressources pour faire carrière, pour devenir "maître" à défaut d'être responsable (p.75).

Face à cette machinerie, il existe des institutions, des espaces de "résistance": rôle subversif de la logique, caractère contestataire de la religion. Le droit institué, les systèmes juridiques, eux, ne sont plus que les paravents de l'arbitraire. La notion de droit de l'homme, en Occident, devient une abstraction qui se laisse utiliser à des fins idéologiques (p.82). Quelle "praxis" tirer de cela? Le jeu politique ne se joue plus dans le droit (constitutionnel, civil ou pénal) et ses appareils "nécrosés" qui attendent leur inhumation définitive, mais aux niveaux scientifiques et religieux. La résistance s'opère dans le métapolitique.

Dans une deuxième partie de l'ouvrage, **SCHWAB** cherche à "situer" **ZINOVIEV**. Celui-ci n'a pas cherché à imiter qui que ce soit. Il tire son oeuvre de son vécu, de la religiosité populaire de sa famille paysanne et de son éducation anti-religieuse soviétique. Ces éléments contribuent tous, existentiels, populistes ou marxistes, à dénoncer les travestissements de l'idéologie. **SCHWAB** admet que, dans une certaine mesure, **ZINOVIEV** est héritier de **MARX**. Points communs: leurs prétentions scientifiques. **ZINOVIEV** reprend l'opposition entre pensée petite-bourgeoise et pensée scientifique, élaborée au siècle dernier par **MARX**. Le type de pensée petite-bourgeoise ne fait pas la différence entre l'appréciation subjective des phénomènes et leurs qualités objectives. D'où les généralisations hâtives, génératrices de ces platitudes totalitaires qui font, notamment, la "langue de bois" marxiste. Cet aspect de la pensée de **ZINOVIEV** doit se méditer à la lecture des slogans électoraux. Depuis une trentaine d'années, ces derniers deviennent de plus en plus sommaires ... Slogans et "langues de bois", deux facettes du totalitarisme. **ZINOVIEV** estime également, comme **MARX**, que l'histoire se fait au-delà des volontés individuelles, ce qui ne semble pas corroborer l'aspect "théologique" de son oeuvre que **SCHWAB** met en exergue.

Point de divergence entre **ZINOVIEV** et **MARX**: **ZINOVIEV** n'insiste pas sur l'importance des processus économiques mais davantage sur les motivations égoïstes qui sous-tendent la société. Finalement, **ZINOVIEV** nous révèle l'opposition entre le prêtre et le bouffon. Le prêtre est le gardien des certitudes idéologiques. Le bouffon sait instinctivement où se situe la limite entre le savoir et le croire. Têtu dans sa protestation perpétuelle, lucide, il se sait dérisoire quant au rapport de forces. Son action se résume à faire souffler un ventelet de contestation dans le château de cartes idéologique que les prêtres croient éternel.

Cette certitude des prêtres relève de la "paranoïa", dit **ZINOVIEV**. C'est une perversion de l'esprit. Quant à la "métanoïa", elle indique une conversion de l'esprit, processus que les théologiens chrétiens ont médité de **PAUL** à **BONHOEFFER**. La métanoïa est le retournement d'une intelligence qui a pris la mesure de ses limites et qui ne peut plus, de ce fait, s'encroûter dans les dogmes stériles.

Le bouffon, que nous devrions être plus nombreux à imiter, est adepte de l'idoloclasse (néologisme suggéré par **SCHWAB**). Casser les idoles, qui fixent le flux du monde, tel est l'objectif premier de la stratégie du bouffon. Il faut féliciter Claude **SCHWAB** pour nous avoir offert un premier essai sur **ZINOVIEV**, pour avoir passé en revue tous les ouvrages du "dissident" et pour leur avoir donné une interprétation, riche en citations théologiques. Pour compléter ce panorama, il faudrait lire **ZINOVIEV** à la lumière de **PARETO**, cet autre briseur de joujoux idéologiques. Il y a lieu de parier que le siècle prochain élaborera une doxanalyse (analyse des opinions dans le vocabulaire de Jules **MONNEROT**) pour se moquer de nos fétiches. Dans ce travail de "bouffons", nous attendons, nous espérons, enfin, avec une excitation jubilatoire, beaucoup de cruauté (Artaud!).

Un dernier remerciement à **SCHWAB**: pour nous avoir révélé un vocabulaire nouveau. C'est là un arsenal critique précieux. C'était aussi le but essentiel de cette recension.

B.E.

Claude **SCHWAB**, Alexandre Zinoviev, *Résistance et lucidité*, Lausanne, L'Age d'Homme, Coll. Symbolon, 1984, 192 pages, 120 FF.

VIVE L'EUROPE LIBRE !

On avait déjà reconnu à Michel **JOBERT** une vraie liberté politique, un souci constant de ne pas s'inscrire dans le débat stérile gauche/droite, de refuser explicitement les ukases des grands impérialismes qui nient toute existence politique réelle aux Européens. Avec ce nouvel ouvrage, rédigé en collaboration avec le "Centre d'Etudes du Mouvement des Démocrates", Michel **JOBERT** confirme une nouvelle fois son indépendance à l'égard des partis et de leurs jeux néfastes. Ce livre est à la fois une analyse d'actualité et une réflexion sur la position de "non-personne" qu'occupe l'Europe dans le système issu de Yalta et de Potsdam.

L'Europe colonisée n'est pas une réalité politique, dans la mesure où elle est le produit de "bricolages compliqués". En dépit de sa puissance économique, supérieure même à celle des Etats-Unis, elle ne présente pas un front unique et cohérent face à l'extérieur. Pour Michel **JOBERT**, l'Europe est un "individu sous tutelle", une tutelle exercée depuis bientôt quarante ans. Son analyse est juste et son argumentation variée.

De la "politique agricole commune" aux restructurations industrielles nécessaires, des institutions européennes à l'amorce d'un discours stratégique européen et, enfin, de la nécessité d'une politique extérieure commune en direction des nations du Tiers-Monde, chaque problème est traité avec précision et clarté. On appréciera les quelques tableaux simplifiés qui soutiennent et renforcent l'analyse de l'auteur. Les lignes de force d'une Europe libre sont tracées avec vigueur et réalisme; ce qui a permis aux lecteurs de prendre la mesure et la profondeur du problème à moins de deux mois des secondes "élections" de l'Assemblée européenne". En parlant de l'Europe comme d'une "impérieuse nécessité", Michel **JOBERT** donne le ton de son ouvrage. Il refuse de cacher ce que ce projet contient comme difficultés et blocages inhérents à tout projet historique.

D'ailleurs son diagnostic est simple: l'Europe du Traité de Rome est morte. Et Michel **JOBERT** ajoute avec confiance: "L'Europe est morte. Vive l'Europe!". Appelant par là les nouvelles sentinelles d'une Europe future, libre et puissante.

En résumé, l'Europe de **JOBERT** est celle de la volonté et de la liberté. Cette Europe-là n'est pas celle des affairistes libéraux ou des apparatchniks communistes. Elle est celle des Euro-

péens, de tous les Européens. A lire avec passion.

A.S.

Michel **JOBERT**, *Vive l'Europe libre! Réflexions sur l'Europe avec le centre d'études du Mouvement des démocrates*, Ramsay, Paris, 1984, 207 p., 69 FF.

OTHMAR SPANN ET L'ETAT VRAI



Revenir aux sources de la pensée politique, c'est recourir aux théories solidement charpentées des grands penseurs, généralement mal lus, mal compris, caricaturés par les nerfs politiques. A Padoue, les Edizioni di Ar s'assignent pour objectif la redécouverte des théoriciens oubliés ou méconnus. Parmi eux, **COSTAMAGNA** (Cf. *Vouloir* n°5) et l'Autrichien Othmar **SPANN**, né à Vienne le 1er octobre 1878. Formé aux universités de Vienne, Zürich et Tübingen, il a enseigné à Brunn de 1909 à 1919; ensuite, il a repris une chaire d'économie et de sociologie à Vienne et l'a gardée jusqu'en 1938. Il est mort à Neustift (Burgenland) le 8 juillet 1950.

A rebours de la plupart des sociologues contemporains, **SPANN** classe d'une part les tendances théoriques "individualistes" (propres à l'humanisme de la Renaissance et au jansénisme) et, d'autre part, les tendances organiques (dont l'ancêtre philosophique demeure l'Etat platonicien).

ROUSSEAU nous a accoutumé à la vision d'un "homme naturel" libre de tout lien et à une conception contractuelle des échanges sociaux. Reprise et complétée par **KANT** (qui y ajoute l'éthique) et par **HEGEL** (qui lui ôte son schématisme simpliste), cette vision détermine toute la sociologie du XIXème siècle. L'unique objet de l'Etat, c'est alors d'assurer un équilibre entre tous les hommes-atomes et toutes les associations contractuelles provisoires. Sans conscience historique, cet Etat gestionnaire ne comprend aucune communauté de destin, aucune nécessité politique ou géopolitique. Sur le plan de la théorie, c'est Hans **KELSEN** qui a le mieux illustré et défendu ce formalisme gestionnaire.

SPANN part de prémisses radicalement différentes. Pour lui, l'Etat (la chose politique) est une réalité primaire et essentielle. L'homme n'est jamais seul, isolé comme le "bon sauvage" de **ROUSSEAU**. Dans une communauté organique, l'homme ne commet pas de contrat

mais vit implicitement des liens organiques. Pour **SPANN**, l'individualisme est dès lors dégénérescence. Face à la dissolution individualiste, **SPANN** propose d'articuler la société en *Stände* (les "états" du Moyen Age et de l'Ancien Régime), représentés par une *Ständehaus* ("maison des états") qui remplacerait les parlements des démocraties libérales. L'homme n'est lui-même que dans des rapports tribaux, communautaires, professionnels: seul, il est aliéné et devient facteur de dissolution du tissu communautaire. On est d'autant plus qu'on participe.

Isoler les individus les uns par rapport aux autres, c'est dissoudre la forme sociale organique et déterminée où ils s'inscrivent nécessairement, pour déboucher sur un simulacre indéterminé et mécanique, sort de nos sociétés occidentales actuelles.

Mais cette attention aux liens organiques ne s'adresse-t-elle pas, finalement, qu'aux micro-ensembles, aux micro-communautés? Pourquoi parler alors de l'Etat vrai? D'une macro-communauté où les liens ne peuvent plus se baser sur les affinités, familiales ou professionnelles?

A l'instar de son maître à penser, **PLATON**, **SPANN** estime que ce sont les philosophes, les souverains-philosophes, qui doivent présider à l'harmonisation du "tout", en coordonner les multiples facettes et assurer le passage ordonné de la micro-entité villageoise ou professionnelle à la macro-structure politique. Cette vision implique deux choses: d'abord, un élitisme conscient, contraire aux affirmations de nos idéologies dominantes même s'il ne trouve pas sa justification dans l'argent et se différencie radicalement de toute ploutocratie. Ensuite, si les souverains, les organisateurs du politique sont des philosophes, les facteurs culturels et métapolitiques, au sens large, priment les facteurs strictement structurels. On en déduira que toute action politique prend son élan à partir d'une conception du monde, d'un sens de l'histoire, d'une vision de l'homme qui échappent aux critères d'analyse purement rationnels. Il importe donc de savoir quel sens on donne à l'homme et à l'histoire avant d'élaborer des structures pour la routine quotidienne.

L'oeuvre de **SPANN** compte plus de 9000 pages. Nous nous sommes bornés à n'esquisser vaguement que quelques grandes lignes... **SPANN** a, n'oublions pas de le signaler, eu une influence considérable en Belgique dans l'entre-deux-guerres. A savoir pour compléter intelligemment **DE WILDE**.

L.N.

Othmar **SPANN**, *Il vero Stato, Lezioni sulla dissoluzione e ricostruzione della società*, I volume, *Essenza e struttura della società*, Padova, Edizioni di Ar, 1982, 93 p., 7.000 Lire.

Ces pages de recensions ont été réalisées par Guy **CLAES**, Berthrand **ECKHOUDT**, Vincent **GOETHALS**, Serge **HERREMANS**, Patrick **JEUBERT**, Luc **NANNENS**, Ange **SAMPIERU** et Ralf **VAN DEN HAUTE**.

Le fascisme est un mouvement historique dont la naissance coïncide avec l'avènement de la société moderne de type industriel. Ce repérage historique ne doit pas empêcher une analyse plus large d'un courant aujourd'hui disparu sous sa forme première. Le mérite de Joseph ALGAZY est de poursuivre une analyse du fascisme tel qu'il apparaît après la défaite des armées de l'Axe. L'auteur, professeur à l'Université de Tel Aviv, fait partie de cette génération d'historiens israéliens qui, comme Zeev STERNHELL, remet en cause l'analyse lapidaire et peu sérieuse de la plupart des historiens européens et américains sur ce phénomène. Le tableau historique proposé par ALGAZY est complet et précis. Des racines idéologiques du fascisme aux mouvements européens des années 60/70, ce travail reflète une volonté de bien respecter les nuances de cette palette où dominent les couleurs brunes et noires.

On regrettera pourtant que le fascisme soit souvent confondu avec d'autres mouvements qui, comme le néo-vichysme des cercles pétainistes, n'ont que peu de choses en commun avec lui. Il reste de cette étude un constat d'échec, l'échec de mouvements, chapelles et sectes qui furent les héritiers d'une partie de l'idéologie fasciste mais qui représentent aussi les aspects les plus négatifs du monde contemporain. Les fascismes de ces groupes sont de pâles copies des mouvements dont ils s'inspirent, tant du point de vue idéologique que sous l'aspect de leur composition. Le fascisme est devenu un mot, une idée confuse et sans acte, fourre-tout où se retrouvent tristement les penseurs sclérosés des régimes autoritaires. La bourgeoisie aime ce "fascisme". Le fascisme dont parle ALGAZY est, en somme, le discours d'auto-défense de minorités honnies.

P.J.

Joseph ALGAZY, *La tentation néo-fasciste en France, 1944-1965*, Paris, Fayard, 1984, 98 FF.



DES IDEES POUR DEMAIN

En mai 1981, l'ère gaullienne, du moins dans ses aspects idéologiques, semble avoir pris fin avec l'avènement de Mitterrand à la présidence de la République. Ce glissement de la France vers la social-démocratie a suscité des inquiétudes, des réactions stériles ou un réveil idéologique de la part des tenants de l'ex-majorité. Mises à part ces "réactions", aveux d'une défaite, la victoire socialiste a aussi provoqué des réflexions, semblables à celles que nous livre le *Forum d'Alsace* dans le livre de Jean-Michel SCHAEZEL et Francis WILLIGSECKER, *Des idées pour demain*.

"L'ancienne majorité n'a pas voulu, n'a pas pu, n'a pas su canaliser la montée de l'utopie égalitaire et de ses expressions politiques". Pour SCHAEZEL et WILLIGSECKER, l'ex-majorité giscardienne a perdu la bataille sur les fronts de la presse, de la télévision, du cinéma. Les socialistes avaient préparé les

Jean-Michel
SCHAEZEL

Francis
WILLIGSECKER

ET

FORUM

d'alsace

DES IDEES POUR DEMAIN

mentalités des électeurs à réceptionner leurs discours électoraux.

Ce constat est juste, mais le livre de SCHAEZEL et WILLIGSECKER demeure ambigu. Faut-il vraiment apporter des munitions idéologiques aux vaincus ? Ces derniers n'ont-ils pas mérité leur défaite, ne représentent-ils pas une phase dépassée du discours politique ? Une inadéquation fondamentale aux réalités du XXème siècle et a fortiori du XXIème ? Outre cette ambiguïté, *Des idées pour demain*, recueil de textes autonomes courts et pertinents, contient des définitions saisissantes de mots issus du vocabulaire politique. Le chapitre deuxième, intitulé *Du politique*, pêche par droitisme (ex.: socialistes, communistes, même combat/ Le socialisme, c'est du vol/ L'égalitarisme, c'est l'opium des peuples), sauf pour deux sous-chapitres, respectivement intitulés *Pour une vision polémologique du monde* et *La dépolitisation des citoyens*. Ces deux textes renouent avec une pensée politique pure, imitée de HOBBS, MACHIAVEL, SCHMITT, Julien FREUND (qui préface l'ouvrage), etc. et éloignée de tout discours iréniste, étouffoir de créativité politique.

De l'Etat (chap.3) est un chapitre-modèle. Homogénéisation/stérilisation du peuple dans l'Etat-Providence, prolifération des appareils, fin de la citoyenneté, totalitarisme du bonheur programmé, tyrannie de l'individualisme, toutes les tares actuelles du politique sont passées à la moulinette d'une critique aussi féroce qu'intelligente. Qui plus est, cette critique fait appel aux travaux les plus récents de la sociologie et de la politologie universitaires.

De l'économie (Chap.4) se résume presque en une phrase: "c'est dans la société marchande que se produit le dépérissement du politique". Les auteurs rappellent là une vérité flagrante, occultée pourtant par les discours de gestionnaires tirés du libéralisme rationaliste et de ses héritiers sociaux-démocrates: les faits de culture (tels la religion) déterminent des types d'économie et ruinent l'illusion d'une universalisation des modes de production et de consommation.

De la modernité (Chap.5) a l'immense mérite d'opérer une mise au point qu'aucun autre discours idéologico-politique n'a faite jusqu'ici: s'interroger sur la mutation des mentalités, sur

ce qui se passe dans les pensées intimes de chaque citoyen ainsi qu'au niveau de l'irrationnel. Ce refus de croire en une rationalité fondamentale et essentielle de l'homme permet de se démarquer des espoirs constructivistes (tant libéraux que marxistes ou sub-marxistes) qui s'aveuglent en ne percevant pas la colossale part d'irrationalité qui gouverne l'agir des hommes.

De toutes manières, le discours tenu par SCHAEZEL et WILLIGSECKER ne servira pas aux vaincus de mai 1981, mis à part, sans doute, quelques bribes du chapitre deuxième. Il servira, à peine remanié, à des hommes nouveaux, qui pourront s'abstraire des vicissitudes immédiates de la politique française. Il vaudrait la peine d'en transposer des éléments Outre-Quévrain ...

V.G.

Jean-Michel SCHAEZEL et Francis WILLIGSECKER, *Des idées pour demain*, Forum d'Alsace, Strasbourg, 1984, 392 p., 70 FF. (Adresse: Forum d'Alsace, 6 Quai de Turckheim, 67.000 Strasbourg).



LES MYSTERES SYRIENS

Parmi les livres qui passent relativement inaperçus dans la "grande presse", il y a des ouvrages de référence pour tout qui veut acquérir une information libre. Le dernier livre de Charles SAINT-PROT est sans doute de ceux-là. Le jeu de la Syrie, état dictatorial et expansionniste, ressemble par trop à celui de l'Etat d'Israël pour ne pas être mentionné. Les réflexions pertinentes de l'auteur à ce sujet sont des modèles d'analyse indépendante. SAINT-PROT base sa thèse sur une contradiction



Saddam Hussein, chef de l'Etat irakien.

flagrante de la politique syrienne qui cache mal la volonté du Président HAFEZ EL ASSAD de mener un jeu personnel au détriment même de la cause arabe et pour le plus grand profit de l'impérialisme israélo-occidental ! Le pouvoir syrien, qui n'aurait de "baasiste" que le nom (SAINT-PROT parle alors de *baasisme légitimiste* pour l'opposer au pseudo-baasisme syrien), serait ainsi une vraie dictature dont l'intérêt impliquerait une alliance objective avec les forces anti-arabes et pro-sionistes. Le cas du Liban est un exemple évident;

la lecture des **Mystères syriens** nous le confirme. On découvrira aussi avec intérêt les convergences historiques et politiques entre le régime syrien et la tyrannie de **KHOMEINY**, unis dans leur haine du nationalisme laïc arabe et des hommes politiques qui ont consacré leur existence à sa cause: les figures de Michel **AFLAK** et S. **BITAR**, fondateur du premier baasisme historique, celle de l'Irakien Saddam **HUSSEIN** dont la politique d'indépendance et de soutien aux causes arabes lui vaut la guerre que lui livrent les armées iraniennes (fournies en armes et en munitions par Israël !). Les arcanes de ces querelles, qui déclenchent conflit sur conflit au Moyen-Orient, sont analysées avec une remarquable précision dans l'ouvrage de Charles **SAINT-PROT**, auteur, en 1980, de **La France et le Renouveau Arabe** de Charles de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing (Ed. Copernic). Dans la droite ligne de la politique gaulliste d'ouverture au monde arabe.

A.S.

Charles **SAINT-PROT**, **Les mystères syriens**, Albin Michel, Paris, 1984, 59 FF.



LE DEFI DE LA PREHISTOIRE

NIETZSCHE avait prédit la crise spirituelle de l'Europe. Aujourd'hui, nous sommes plongés dans cette crise. Les idéologies dominantes, qui ont davantage mis l'accent sur l'aspect "présentiste" des choses, sur les superstructures plutôt que sur les fondements, se sont avérées incapables d'innover réellement, de faire entrer les hommes et les peuples de plein pied dans le XXème siècle.

Le défi qui s'adresse aujourd'hui aux Européens est le plus sérieux que l'Histoire ne leur ait jamais jeté. Ce défi, c'est l'aliénation, la perte d'identité historique, culturelle et finalement politique. Mais, même si la grande masse des Européens reste inactive face à ce processus de déperdition d'énergie politique et historique, quelques historiens découvrent les racines les plus anciennes de nos ethnies et dévoilent, par là même, des virtualités que les grandes forces historiques, qui ont été en acte au cours de notre histoire, n'ont jamais exploitées. Autrement dit, une **autre** histoire de l'Europe nous révèle ses contours.

L'historiographie propre aux idéologies dominantes, c'est-à-dire leur manière de concevoir et d'enseigner l'histoire, s'est révélée erronée ou approximative en bien des domaines. Notre conscience historique montre un double aspect: d'une part, elle est confuse et maladroite mais peut-être juste (elle ne s'est pas entièrement détachée de notre "sub-conscient"); d'autre part, elle est claire et bien structurée mais reflète le message toujours schématique des idéologies dominantes, généralement dérivées d'un christianisme issu d'une matrice proche-orientale et non européenne.

Ainsi, l'Europe actuelle se situe, sur le plan intellectuel, au point de jonction 1) d'un message monothéiste, jadis

solidement enraciné dans un paysage culturel proche-oriental mais devenu, à partir de l'avènement du christianisme, universel et déraciné et 2) d'un système d'organisation sociale **autochtone**, impliquant une pluralité de **forces** (les dieux du peuple) tour à tour en interaction, en conflit ou en harmonie. Les intelligences, trop souvent coupées du substrat populaire, se sont focalisées sur le message proche-oriental et ses multiples laïcisations. Aujourd'hui, depuis la chute du monopole clérical en matière d'intellectualité, les recherches se portent davantage, sans a priori, vers notre héritage autochtone le plus lointain.

Inutile, ici, de faire le très vaste inventaire bibliographique de ces recherches: nous nous bornerons à n'évoquer qu'un seul ouvrage sur la préhistoire.

Mais pourquoi la préhistoire ? Parce que les recherches sur l'origine de nos plus lointains ancêtres acquièrent de plus en plus d'importance. Ce sont elles qui nous livrent le "noyau dur", le "fin des fins" de notre identité. Seule une révision complète de nos a priori conventionnels sur la préhistoire nous livrera une perspective nouvelle sur notre **devenir** passé et nous permettra de forger un avenir au-delà de l'impasse actuelle, de dresser le bilan des insuffisances inhérentes aux messages des idéologies dominantes.

Retrouver les lignes de force d'une **autre** histoire ne se fait pas d'emblée. Cette tâche exige bien des tâtonnements, implique quelques exagérations que l'on s'efforcera ensuite de corriger, mais qui secoueront, sans nul doute, la léthargie du public.

Le livre d'Otto **HANTL**, **Der Urglaube Alteuropas** (= Les croyances originelles de l'Europe la plus ancienne), est de ceux-là. Pour **HANTL**, les textes de l'**Edda** constituent la clé pour comprendre le paléolithique. Archéologie fiction? Peut-être, mais la découverte de Troie par **SCHLIEMANN** s'est faite sur la base d'une argumentation que personne, à l'époque, ne prenait au sérieux... **HANTL** ne s'est pas contenté d'exégèses de l'**Edda**; il a examiné, pendant des années, les parois des **Externsteine**, rochers "sacrés" du centre de l'Allemagne (voués, on le présume, au culte solstitial), a décrypté mythes, contes et récits mythologiques, recensé les us et coutumes du paysannat, reliquats d'une religiosité pluri-millénaire.

Le résultat de ces recherches est un livre copieux (577 pages!). Les **Externsteine** étaient décorés de sculptures de haut en bas, symbolisant la cosmogonie des plus anciens Européens. Ce site mégalithique aurait été un centre "religieux" très important dans la préhistoire. Situé au centre de la patrie originelle présumée des Indo-Européens (Cf. **VOULOIR** n°6), il devait être connu de tous les Indo-Européens qui quittaient leur territoire initial pour émigrer vers le pourtour de la Méditerranée ou vers l'Asie. La religiosité de ces migrants s'est édulcorée, s'est mêlée d'éléments étrangers au cours de leurs pérégrinations. **HANTL** prétend réussir l'exploit de découvrir l'origine commune, centre-européenne, des mythologies périphériques de l'Europe. Dans sa démonstration, il dépasse quelques fois les limites assignées par le monde universitaire en matière d'études préhi-

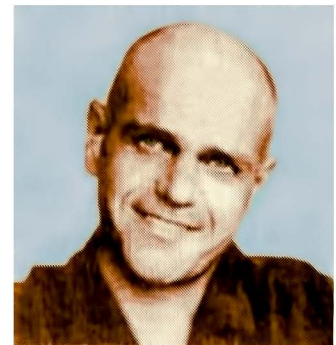
storiques. Ces exagérations, flagrantes ou troublantes, serviront indubitablement à aiguillonner la recherche vers des voies nouvelles. Une nécessité qui s'impose.

S.H.

Otto **HANTL**, **Der Urglaube Alteuropas, Die Edda als Schlüssel zur Steinzeit**, Grabert-Verlag, Tübingen, 1983, 577 pages, 137 ill., 58 DM. (Adresse de l'éditeur: Postfach 1629, D-7400 Tübingen 1, RFA).



LE LIBERALISME MODERNE



Serge-Christophe Kolm

Avec ce nouveau livre de Serge-Christophe **KOLM**, qui nous avait déjà étonné par la justesse de ses analyses économiques et la rigueur sereine de sa critique des régimes occidentaux, on possède un nouvel outil-pour notre discours contre le libéralisme théorique et ses avatars contemporains. Pour **KOLM**, le libéralisme économique est "la plus importante des pensées modernes", non parce qu'elle serait une des plus remarquables mais parce que le fait libéral est aujourd'hui l'un des plus importants communs dénominateurs des régimes du monde dit "libre". **KOLM** écrit: "... il est le principe du monde occidental". Ce postulat enregistré, il découle pour nous que la contestation intégrale du discours libéral est le fondement d'un refus intégral du système.

Critique de l'Etat, mise en valeur de la "liberté" (le libéralisme se prétend dépositaire de la seule notion, de la seule forme de "liberté" qui soit; il exclut toute définition de la liberté autre que la sienne, en les amalgamant aux divers totalitarismes; une tactique qu'il faudra inlassablement dénoncer...): telles sont les bases idéologiques de cette doctrine. Le libéralisme moderne se veut ainsi la "question politique majeure de toutes les sociétés modernes" et appuie son pouvoir 1) sur les échecs relatifs des régimes se réclamant des doctrines marxistes et 2) sur les défaites militaires des "fascismes", consécutives au second conflit mondial.

Le libéralisme se réclame en effet d'abord de la "liberté", concept flou qui masque une pratique économique (et non politique) du pouvoir et, surtout, une conception marchande de la société civile. La variante reaganienne est alors un essai fidèle de ce libéralisme moderne, malgré le militarisme et l'autoritarisme de surface. **KOLM** a écrit son livre pour combler une lacune, à son sens

essentielle: l'inexistence d'un exposé du libéralisme économique tant soit peu complet. Pour remplir ce vide analytique, l'ouvrage se veut d'abord "objectif", c'est-à-dire qu'il propose une présentation **non polémique** du thème. A partir de ce postulat d'honnêteté intellectuelle, pari que tient KOLM pendant quelque 200 pages (!), l'auteur expose, point par point, chacune des valeurs composant la doctrine libérale ainsi que les stratégies économiques dont elle fait usage.

On lira avec intérêt le chapitre 14 qui traite avec intelligence la question essentielle de toute pensée sur la "modernité", celle de la liberté. On ne peut en effet, selon KOLM, dissocier l'analyse de la modernité de celle du libéralisme. Cet ouvrage pionnier doit se lire avec grande attention car l'échec du socialisme et les limites, cruellement constatées, de l'Etat-Providence ont souvent, sans mesure, provoqué une vague d'amour pour le libéralisme, l'économie néo-classique, le capitalisme rédempteur (celui de HAYEK et d'Ayn RAND) dans lesquels certains "intellectuels" voient, un peu hâtivement, des panacées. Serge-Christophe KOLM, stakhanoviste en matière de production d'idées et ennemi juré de tout dogme, a su révéler l'essentiel de la doctrine libérale: son noyau de valeurs que son discours, en apparence "rationnel", cherche à promouvoir, à incarner dans les tissus sociaux. KOLM constate avec pertinence (p.209) que les trémolos, les slogans, les hystéries médiatiques à propos de la "liberté", si chère aux mercantis d'Occident, n'est en réalité que la réapparition d'une vieille lune métaphysico-théologique: le libre arbitre. Le discours politique, et c'est navrant, en est resté à la querelle entre "déterminisme" (aujourd'hui, celui, soi-disant, de la machinerie étatique) et ce cher vieux "libre arbitre" (celui que garantissent le "libéralisme", la "libre entreprise" ou la "démocratie parlementaire"). Cette querelle est sans fin, improductive d'idées et de structures politiques nouvelles. KOLM perçoit également que les avatars libéraux du "libre arbitre" scolastique sont hissés au rang d'absolus. Les définitions de la liberté, de la justice ou de l'égalité sont multiples, tout comme il n'y a pas une seule humanité mais un kaléidoscope de peuples différents, différenciés par des histoires différentes. Le libéralisme mise sur quelques valeurs simples, quelques dogmes simplistes: c'est réduire son champs de vision que de les accepter sans critique. Le XXIème siècle vaudra plus de ce réalisme pluriel, de ces connaissances variées et enrichissantes, moins d'a priori idéologiques.

Dans *Le Bonheur-Liberté* et dans *Sortir de la crise*, KOLM signalait que le bouddhisme, surtout celui des Japonais, était peut-être le système de valeurs le plus apte à l'efficacité économique d'aujourd'hui, tout comme Max WEBER avait constaté que le protestantisme calviniste des Anglo-Saxons et des Hollandais avait été prépondérant dans la genèse du capitalisme européen et nord-américain. A Gérard FOUCHET et Henri-Christian GIRAUD, journalistes à *Magazine-Hebdo*, KOLM déclarait: "...le sociologue allemand Max WEBER, dans son célèbre ouvrage *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, a expliqué le rôle clé du protestantisme dans la naissance de l'économie industrielle. Aujourd'hui, je pense que d'autres pays portent le flambeau de la croissance

économique, qu'il n'est pas nécessaire d'être protestant ou chrétien pour croître. Regardez la réussite des pays asiatiques libéraux, démunis de ressources naturelles et où l'Etat est parfois bien présent dans l'économie (le Miti au Japon): des taux de croissance de 6 à 10 %. Cette réussite s'explique par des facteurs **culturels** et **psychiques**. Or le point commun de ces nations montantes du Pacifique, c'est le **bouddhisme**.

Il y a une étonnante corrélation entre la nouvelle croissance industrielle et la culture bouddhique... La philosophie et la psychologie bouddhiques ont, dans le passé, remarquablement servi les arts martiaux, la politique, la stratégie, la guerre, l'esthétique. En libérant l'esprit de la confusion, de l'ignorance de lui-même, de l'illusion de l'ego, elles dynamisent aujourd'hui l'efficacité économique. Le philosophe japonais RENNYO a dit: "Si nous nous engageons dans les affaires, nous devons nous rendre compte que c'est au service du bouddhisme". Dans mon livre *Le Bonheur-Liberté*, j'expliquais que la culture du bouddhisme apporte une réponse fantastique aux maux de la société industrielle occidentale de tradition judéo-chrétienne et permet d'entrer dans la nouvelle civilisation industrielle parce que, loin de favoriser l'égoïsme, l'hyper-individualisme, le consumérisme inactif et le narcissisme de l'assisté inefficace, elle diffuse des valeurs d'**action collective**, de **consensus**, d'**altruisme**, de **non-soi**, de **service**, de **dévoûment** au bien-être collectif, de **rationalité**, d'immanence de la fin dans les moyens, de l'impermanence des choses et du devenir du monde, de **négation** de l'idée de fin de l'histoire et d'affirmation de l'éternité des progrès possibles, d'amélioration de soi sans limite, de **transmission** de son savoir aux autres, d'esprit de **lignage** et de **solidarité communautaire**". (*Magazine-Hebdo*, n°37, 25 mai 1984).

Au total, une approche brillante d'un analyste dont les décennies à venir retiendront les démonstrations. KOLM est réellement un futur classique. Ses ouvrages sont à faire lire; ils sont des éléments essentiels dans notre combat pour une renaissance européenne.

P.J.

Serge-Christophe KOLM, *Le libéralisme moderne, analyse d'une raison économique*, PUF, Paris, 1984, 230 p., 88 FF.

Autres ouvrages de KOLM à lire:

S-Chr.K., *Le Bonheur-Liberté, Bouddhisme profond et modernité*, PUF, Paris, 1982, 637 p., 150 FF.

S-Chr.K., *Sortir de la crise*, Hachette-Pluriel, Paris, 1983, 577 p., 354 FB.

ALLEMANDS ET POLONAIS

Il semble que quelques historiens allemands commencent à se préoccuper sérieusement du bilan des relations que le peuple allemand a entretenues avec ses nombreux voisins au cours de l'histoire. En témoignent des ouvrages tels *Deutsche und Franzosen. Der lange Weg zur Freundschaft* de Franz HERRE (Cf. VOULOIR n°5) et *Deutsche und Russen. Tausend Jahre gemeinsame Geschichte* de Leo SIEVERS. Dans cette

même optique, un nouveau livre vient de paraître: *Deutsche und Polen. Ein Jahrtausend gemeinsamer Geschichte*.

L'auteur, l'historien Alfred SCHICKEL, y propose une esquisse fouillée des relations germano-polonaises à travers les siècles. Un tel sujet était devenu quelque peu "tabou" depuis la fin de la dernière guerre mondiale: il ne s'agissait plus que de présenter les Allemands comme un peuple sans cesse préoccupé d'opprimer la Pologne. Alfred SCHICKEL, au contraire, s'en tient strictement aux faits, aux dates, aux événements attestés et non à un éventail de préjugés historiques plus ou moins récents. Ainsi, écrit-il, il convient d'étudier les relations entre la Pologne et l'Allemagne depuis les origines et non depuis la première guerre mondiale, époque où les nationalismes allemands et polonais s'affrontaient déjà. L'objectivité historique oblige à démontrer que les intentions polonaises à l'égard de l'Allemagne n'étaient guère louables...

Alfred SCHICKEL avance que le millénaire d'histoire commune des Polonais et des Allemands contient nettement plus de phases où règne une coexistence constructive que d'épisodes de tension et de conflit. Les meilleurs exemples de cette coexistence sont les multiples alliances matrimoniales entre les familles royales allemandes et polonaises, ainsi que l'alliance militaire germano-polonaise pour libérer Vienne des envahisseurs turcs en 1683. A ce propos, il faut préciser que certains historiens ont, surtout depuis 1945, fortement exagéré le rôle des Polonais dans cette campagne.

De nombreux échanges culturels ont eu lieu lorsque les *Ordensleute* (les Chivaliers de l'Ordre Teutonique) et les missionnaires allemands traversaient le territoire polonais pour se rendre en Prusse et aux Pays Baltes. Ce n'est que depuis deux siècles que les relations entre ces deux peuples voisins se sont détériorées et que la coexistence positive s'est transformée, très rapidement d'ailleurs, en franche hostilité. Le partage de la Pologne, vers la fin du XVIIIème siècle, entre la Prusse, la Russie et l'Autriche-Hongrie est l'une des racines de cette haine entre Allemands et Polonais. Mais cette haine plonge davantage ses racines dans l'avènement des nationalismes du XIXème siècle, dont les petits états, soi-disant souverains, qui font l'Europe actuelle, sont les tristes résultats. Quant au point culminant de la détérioration des rapports germano-polonais, c'est sans nul doute les événements de la guerre de 1939-45.

Die dramatische Geschichte zweier Völker im Herzen Europas



Alfred Schickel
Deutsche und Polen
Ein Jahrtausend
gemeinsamer
Geschichte
288 Seiten, For-
mat 14,5 x 21,5 cm.
Geb. DM 34,-

LUBBE

Vingt-deux chapitres constituent le corps de l'ouvrage historique d'Alfred **SCHICKEL** et évoquent l'histoire commune des Allemands et des Polonais. Une histoire largement ignorée en Europe Occidentale, malgré le substantiel apport des provinces flamandes et wallonnes au **Drang nach Osten** allemand.

Au Haut Moyen Age, le voisinage entre Germains et Slaves ne se percevait guère: le territoire était trop peu peuplé. Les voisins s'ignoraient pacifiquement parce qu'ils ne se comprenaient pas. "Njemcy", "Allemand" en langue polonaise, signifie "celui qui n'a pas de langage". Indépendants ou partiellement vassalisés par les Empereurs germaniques, christianisés vers 966 par la volonté de leur roi **Miseco**, les Polonais mettent leur premier évêché, celui de Posen (Poznan), sous l'autorité directe du pape avec l'accord tacite de l'Empereur **Othon Ier**. Première étape dans la "catholicisation" intransigeante de la Pologne ? Plus tard, le roi **Boleslav III** (mort en 1139) partage son royaume entre ses quatre fils. C'est l'amorce d'une tragique querelle dynastique où, tout naturellement, interviendront princes et empereurs allemands. Christianisés, les Polonais subissaient sans cesse l'assaut d'une ethnie balte, les "Prussiens" demeurés païens. Ils font alors appel à **Hermann von Salza**, Grand Maître de l'Ordre des Chevaliers Teutoniques et paient cette aide de fiefs, de concessions territoriales. C'est le début de l'expansion germanique à l'Est.

Ignorant encore les préjugés nationaux, Allemands et Polonais du Moyen Age vivront côte à côte dans les mêmes villes et les mêmes campagnes. Puis la discipline de l'Ordre va se relâcher et le rendre impopulaire tant chez les Slaves que chez les Allemands. Le Grand Maître **Konrad von Wallenrode** va alors entrer en conflit avec les **Jagellon** de Lithuanie. Cette querelle se terminera par le désastre teutonique de Tannenberg en 1410. La lutte n'opposait pas systématiquement Balto-Slaves contre Chevaliers allemands mais une armée de quelque 30.000 Teutoniques flanqués de mercenaires sans nationalité précise à une armée regroupant presque toutes les nationalités de la région, Allemands compris. Les Teutoniques payaient cher le relâchement de leur discipline, les excès de leurs plus mauvais éléments et, peut-être, leur zèle à trop vouloir convertir au christianisme romain et occidental des masses restées très longtemps païennes. Les Empereurs d'Allemagne ne se préoccupèrent guère des déboires de l'Ordre.

Les Allemands installés à l'"Est" passeront dans leur grande majorité au luthérianisme qui, en Pologne, recevra le surnom de "foi allemande". C'est le début de la détestation mutuelle entre les deux peuples. Pour les Polonais, on parlait polonais au ciel et allemand en enfer! le nationalisme polonais naissant fut donc d'emblée infecté du zélisme de la Contre-Réforme. Tandis que les germes du nationalisme allemand s'affirmaient protestants et "protestataires". Les Polonais identifient leur patrie au "Christ des peuples" qui, comme le rédempteur des Chrétiens, meurt innocent pour les péchés du monde.

Le conflit cesse provisoirement dans une union sacrée contre l'envahisseur turc qui assiege Vienne en 1683. Le roi polonais **Jean Sobieski** expédie une armée aux côtés de celles de l'Empereur

Léopold Ier et du Pape **Innocent XI**. Le XVIII^{ème} siècle verra la disparition de l'Etat polonais, partagé entre Prussiens, Russes et Austro-Hongrois. Le Congrès de Vienne de 1815 ne tiendra guère compte des aspirations polonaises et le "messianisme polonais", dans la foulée des nationalismes passionnés de l'Europe du début du XIX^{ème} siècle, renforcera son fanatisme. Après la révolte contre les Russes de 1830, libéraux, démocrates et pré-socialistes de toutes tendances exalteront l'héroïsme polonais, surtout à Berlin.

Dans le Reich de **BISMARCK**, les Polonais de Posnanie appuieront le **Zentrum** catholique dans sa politique hostile au Chancelier. Au sein de la social-démocratie en pleine expansion, au contraire, la collaboration entre militants allemands et polonais semble parfaite. La haine commune de l'autoritarisme tsariste les unit. Au cours de la première guerre mondiale, les Polonais combattent volontairement avec les Français contre les Allemands ou avec les Allemands ou les Austro-Hongrois (la Légion du futur Maréchal **PILSUDSKY**) contre les Russes. La victoire des Alliés de l'Entente donne, à Versailles, l'indépendance aux Polonais, au détriment des territoires russe et allemand. C'est l'amorce du drame de 1939.

Mais **HITLER** commencera par signer un pacte mutuel de non-agression germano-polonais, le 26 janvier 1934. L'objectif diplomatique de ce pacte est une alliance commune anti-soviétique, alors que de nombreux nationalistes allemands, hostiles aux clauses de Versailles, avaient souhaité, sous Weimar, une alliance germano-russe contre la France et la Pologne. Ce bon voisinage perdurera jusqu'au partage de la Tchécoslovaquie en 1938 où, quand les Allemands entrent dans Prague, les Polonais annexent l'enclave de Teschen. **SCHICKEL** estime que c'est William Christian **BULLIT**, conseiller du calamiteux **ROOSEVELT**, qui, au cours de conversations avec le Comte Jerzy **POTOCKI**, ambassadeur de Pologne à Washington, a influencé la politique de Varsovie dans un sens anti-allemand. **HITLER**, de son côté, revendiquait Dantzig tout en se déclarant prêt à laisser le libre passage vers la Baltique aux camions, trains et navires polonais. Question vitale pour la Pologne, Dantzig, porte sur la Baltique, allait déclencher, outre la seconde guerre mondiale, l'inimitié mortelle entre Allemands et Polonais. es massacres de civils d'ethnie allemande, atroces et réels mais exagérés numériquement par **GOEBBELS**, par des "nationalistes" polonais allaient entraîner les Allemands à imposer un régime d'occupation dur. A leur tour, les Polonais réagiront en 1945 en expulsant non seulement tous les Allemands de souche résidant sur leur territoire, mais aussi tous les Allemands de Poméranie et de Silésie, installés là depuis près de 700 ans et formant presque 100 % de la population. Malgré l'**Ostpolitik** de **BRANDT**, on doit déplorer, depuis 1945, un pesant et lugubre statu quo le long de l'Oder et de la Neisse. C'est aussi le premier problème européen. Sans solution pour lui, il n'y a aucune solution à la division de l'Europe.

Evoquant les nombreuses tentatives d'après-guerre de ré-amorcer le dialogue, Alfred **SCHICKEL** montre bien en quoi il se distingue de ses collègues "bundesre-

publikanisch", pour lesquels l'Allemagne ne peut plus avoir qu'une seule vocation future: payer des réparations et, notamment, à la Pologne. Refusant ce simplisme à la mode, **SCHICKEL** part du principe qu'un dialogue n'est possible qu'à partir du moment où il y a au moins deux interlocuteurs. Or, depuis 1945, l'apport de la Pologne pour recréer des liens solides a été quasi nul. La Pologne, après avoir chassé de leur patrie des millions d'Allemands dans des conditions inimaginables (la véritable Allemagne de l'Est c'est la Silésie, la Poméranie et la Prusse; celle portant ce nom actuellement n'étant en fait que la Mitteldeutschland ou Allemagne Centrale) ne respecte toujours pas les droits culturels, politiques et économiques des Allemands qui sont restés. Malgré quelques protestations "pro forma", Bonn continue à payer ...

Une réelle amélioration des relations germano-polonaises ne s'effectuera que lorsque la Pologne répondra enfin positivement aux avances ouest-allemandes. Dans cette optique, la Pologne et l'Allemagne doivent, en première instance, briser cet infernal cercle vicieux qu'est la culpabilisation morale de l'Allemagne, grâce à laquelle la Pologne s'est réduite à l'état de mendicité.

R.VdH.

Alfred **SCHICKEL**, *Deutsche und Polen. Ein Jahrtausend gemeinsamer Geschichte*, Gustav Lübbe Verlag, Bergisch Gladbach, 1984, 288 S., 34 DM.



LE TIERS MONDE DANS LA VIE INTERNATIONALE

Dans la même collection de Berger-Levrault, qui avait édité il y a quelques mois l'excellent ouvrage de Mustapha **BENCHENANE** sur le dialogue euro-arabe (Cf. **VOULOIR** n°4), on trouve aujourd'hui une étude fort intéressante d'Edmond **JOUE**, directeur du Centre d'étude et de recherche sur le Désarmement de la Sorbonne, consacrée à cet espace dynamique de l'histoire mondiale d'après-guerre: le Tiers Monde. Comment d'abord définir cette notion à la fois si usitée et si confuse. Pour l'auteur, le Tiers Monde est à la fois un slogan, un kaléidoscope, une multitude et, enfin, une idéologie controversée.

Développant chacun de ces aspects, **JOUE** brosse un portrait à la fois vivant et précis du Tiers Monde. Passant en revue toutes les idées proposées sur ce thème, comme celles de **ROSTOW**, Samir **AMIN** et surtout Franz **FANON**, il étudie aussi avec soin l'irruption et le jeu (les jeux!) des nations du Tiers Monde dans le nouvel ordre international dont on parle depuis quelques années. Une analyse juridique précise et scrupuleuse permettra au lecteur de mieux saisir le cadre des relations internationales, tant du point de vue des concepts juridiques internationaux que des organismes internationaux.

On appréciera surtout la distinction établie, à partir de la page 215 de l'ouvrage, entre l'"idéologie des droits de l'Homme" et la réalité historique et culturelle du "droit des peuples". Pour **JOUE**, l'idéologie des Droits de l'Homme est

un "faux semblant" dont maints observateurs ont dénoncé l'"idéisme" voire l'"évangélisme". JOUVE rappelle les propos tenus par Noam CHOMSKY dans *Le Monde Diplomatique* de mars 1979 où le célèbre linguiste devenu polémiste politique signalait l'hypocrisie de la propagande américaine quand elle fait large usage de sa "diplomatie des Droits de l'Homme". Sur le plan pratique, les paysages sociaux latino-américains ou africains (le Zaïre, par exemple) ne se sont guère modifiés dans le sens voulu, en apparence, par Washington. Dès lors, il devient légitime de poser une question: la diplomatie américaine des Droits de l'Homme ne cache-t-elle pas une entreprise tendant à étouffer les droits des peuples ? JOUVE cite alors une phrase de Philippe de SAINT-ROBERT:

Toutes les campagnes entreprises à grand bruit en Occident pour défendre les droits de l'homme dans un bloc dont le système ne dépend en rien de nous, et dont les Etats-Unis sont du reste complices depuis Yalta, n'ont d'autre dessein que d'occulter le problème de la liberté des nations, de l'occulter et de le dévaluer.
Fin de citation.

Pour Edmond JOUVE, cette idéologie camouflante des droits de l'homme a été cultivée et propagée au sein de trois instances: la commission trilatérale, la conférence d'Helsinki et l'administration Carter. Dans notre optique, on peut d'ores et déjà traduire: les instances symboliques et représentatives de l'Occident. Nous suivons donc JOUVE dans son analyse, ajoutant que son approche manque encore un peu d'audace, à savoir d'un point de vue politique, au sens schmittien du terme: définir une fois pour toute, sans ambiguïté dans le discours, l'ennemi ... Le livre se conclut par un plaidoyer pour un "homme nouveau", terrain sur lequel nous ne suivons pas le Professeur JOUVE. Est-il en effet possible de changer, de réinventer l'homme, sans verser dans l'irréalisme ?

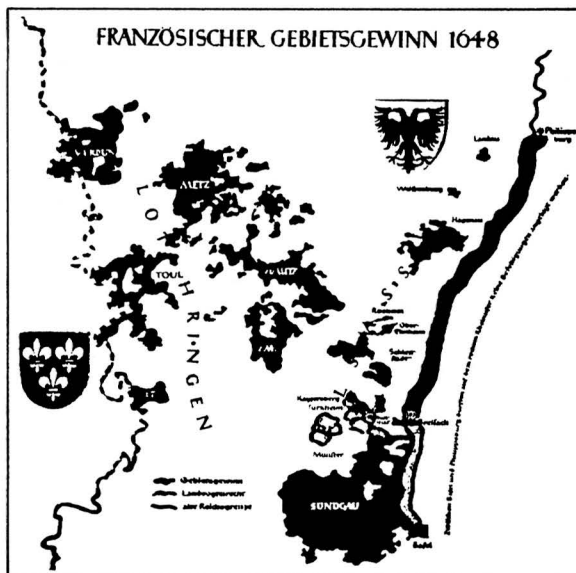
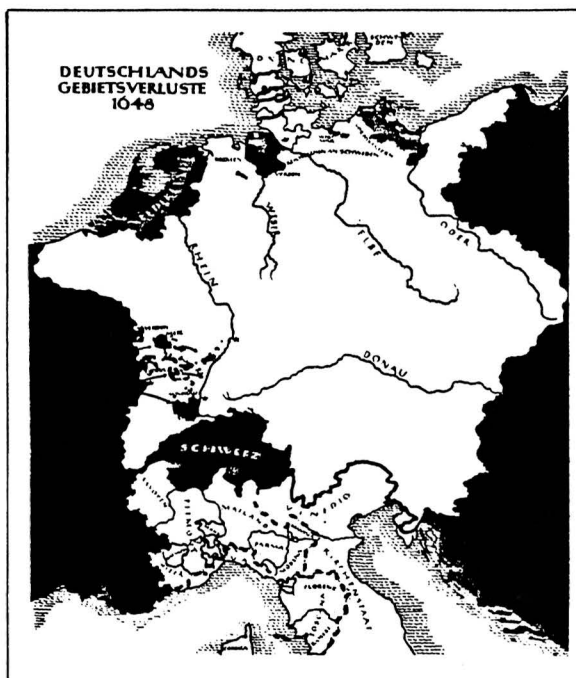
A.S.

Edmond JOUVE, *Le Tiers Monde dans la vie internationale*, Berger-Levrault/Publisud, Coll. Mondes en devenir, Paris, 1983, 294 p., 90 FF.

LA PAIX DE WESTPHALIE (1648)

La réédition d'ouvrages épuisés ne pose pratiquement plus de problèmes. Les nouvelles techniques de reproduction de textes permettent, sans grands frais, de rééditer, à l'usage des chercheurs et des collectionneurs, des livres importants, dont le relecture peut modifier nos jugements et corriger nos simplismes. La *Faksimile-Verlag* de Brème s'est spécialisée dans ce genre de travaux et privilégie généralement d'anciens ouvrages consacrés aux aspects les moins connus - ou les plus oubliés - de l'histoire allemande. Notre attention a plus particulièrement été attirée par un testament politique de RICHELIEU et par *Der Westfälische Frieden* (La Paix de Westphalie).

Ces deux ouvrages résument brillamment le destin européen du XVII^e siècle.



Pour nous, ce siècle et ces ouvrages sont doublement importants: 1) parce qu'ils remontent aux sources du contentieux germano-français de 1870 et de 1914, conflits où nous nous sommes vus coincés entre deux voisins puissants et 2) parce que les traités de Westphalie sont l'amorce des traités ultérieurs dits des Pyrénées, d'Aix-la-Chapelle, de Nimègue et de Rijswijk qui ont modifié le tracé des frontières septentrionale et orientale de la France, coupant la Flandre et le Hainaut en deux. C'est de ces traités que date l'actuelle frontière franco-belge, à très peu de choses près.

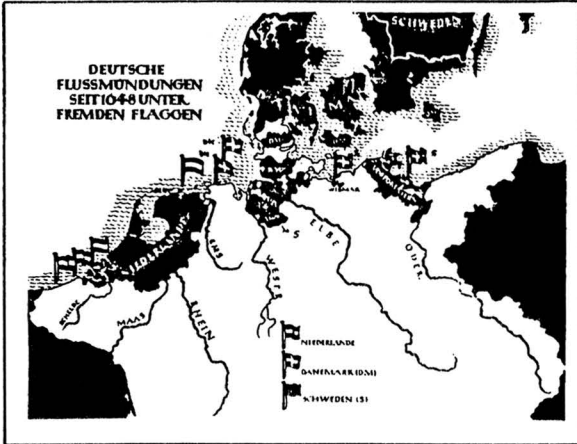
Comment des historiens allemands jugent-ils ces épisodes désastreux pour l'Empire (le "Reich") dont le Brabant, le Hainaut, Namur, le Luxembourg et Liège faisaient partie depuis les traités de Verdun (843) et de Ribemont (880) et la Flandre pratiquement depuis le mariage de Marie de Bourgogne avec Maximilien I^{er} de Habsbourg mais officiellement depuis que François I^{er}, Roi de France, ait renoncé à ses droits de suzeraineté après sa défaite à Pavie en 1526 ? Nous avons partagé, jusqu'en 1792, année



Les traités de Westphalie sont l'amorce du morcellement du Reich médiéval au profit des Etats voisins. L'historiographie nationale allemande affirme que ce processus de morcellement a pris fin en 1945. Si la politique traditionnelle française, fondée par Richelieu, vise la Rhin, la politique traditionnelle allemande vise la restauration du Reich médiéval. D'où les conflits du XIX^e et du XX^e siècles. L'historien flamand A. De Jonghe démontre dans *Hitler en het politieke lot van België* (DNB, Antwerpen, 1982) que la politique allemande de 1940 visait le rétablissement de la frontière médiévale en créant, dans la France occupée, la "zone interdite". Une volonté de rendre caducs les traités de Westphalie. A la suite de ces traités, l'Allemagne perd la Suisse, le Sundgau, des droits en Alsace, les évêchés de Metz, Toul et Verdun et les Provinces-Unies (Pays-Bas actuels). La France s'installe en Lorraine et en Alsace. Le but de Richelieu est d'éloigner au maximum les frontières du centre nerveux de la France: Paris. La Suède acquiert, elle, la suzeraineté en Poméranie occidentale, sur l'île de Rügen, sur les villes de Brême, Wismar et Verden-sur-la-Weser. Elle perdra petit à petit tous ces territoires au profit de la Prusse. Elle visait à contrôler les ports baltiques et l'embouchure des fleuves.

où les troupes révolutionnaires françaises de Dumouriez pénètrent dans les Pays-Bas Autrichiens, le sort des autres habitants du Reich, Allemands ou non. L'historiographie belge, depuis 1830, a eu tendance à oublier ces siècles et ces faits historiques et à penser l'histoire de nos provinces en dehors de sa périphérie. En lisant le livre de Friedrich KOPP et d'Eduard SCHULTE, *Der Westfälische Frieden*, nous retrouvons nos provinces dans le contexte global de l'Europe du XVII^e siècle, contexte où des pays comme l'Espagne et la Suède jouent des rôles prépondérants.

KOPP et SCHULTE font remonter les raisons de la décomposition totale du Reich, consécutive aux traités de Westphalie, au règne de Charles-Quint, figure bien connue de notre histoire. Charles-Quint, héritier des Ducs de Bourgogne, devient Empereur d'Allemagne au moment où germe la révolte luthérienne, où les structures politiques restent affaiblies à cause de la lutte sans merci que se sont livrés Empereurs et Papes médiévaux au cours des siècles précédents. Cette faiblesse implique un conglomerat hétéroclite de principautés et un pouvoir



Les Provinces-Unies, le Danemark et la Suède ont voulu contrôler l'embouchure des fleuves allemands. Les Suédois voulaient s'emparer de toute la Poméranie. Ils se sont opposés d'abord à l'Electeur de Brandebourg qui tenait à avoir, lui aussi, une ouverture vers la Baltique. Le projet suédois était grandiose: en n'annexant pas directement ces territoires mais en les gouvernant comme vassaux de l'Empire, les Rois de Suède auraient pu se faire élire Empereurs. Plus tard, Suédois et Brandebourgeois prévoyèrent une union de leurs territoires par alliance matrimoniale, union destinée à faire pièce aux forces catholiques. La conversion au catholicisme de la principale intéressée, la Princesse Christine de Suède, anéantit ces projets.

impérial faible. **Charles-Quint**, Empereur de 1519 à 1556, et déjà Roi d'Espagne depuis 1516, va faire des Pays-Bas (Belgique et Pays-Bas actuels) et de l'Allemagne un espace où des intérêts étrangers aux peuples néerlandais et allemands vont s'affronter.

Dans les affaires intérieures de l'Empire, le Vatican et l'Espagne interviendront à leur profit et au mépris des traditions locales et des aspirations populaires. Cette intervention, couplée au fanatisme anti-protestant, provoquera l'immixtion de la France et de la Suède. Pour **KOPP** et **SCHULTE**, ce désintérêt pour les aspirations populaires découle de la nature supra-nationale, universaliste et purement dynastique du pouvoir de **Charles-Quint**. L'Empereur s'est aligné sur l'universalisme du Vatican et s'est fait couronner en terre italienne, en l'absence de tout prince allemand important. La réaction ne s'est pas fait attendre: dès 1531, les Princes, surtout ceux qui avaient adhéré au luthérianisme (mais aussi le Duc catholique de Bavière), se réunissent au sein de la Ligue de Schmalkalden ("Schmalkalder Bund") pour revendiquer les "libertés" des princes territoriaux contre l'arbitraire catholique. Appuyé par le Pape, l'Empereur a voulu entreprendre la re-catholicisation de l'Allemagne et des Pays-Bas. On sait les résultats désastreux que cette entreprise a eus à Bruxelles, Anvers, Gand, etc. A l'encontre du droit de l'Empire et sans l'accord de la Diète impériale, **Charles-Quint** cède le "Cercle de Bourgogne" (**Burgundischer Kreis**, c'est-à-dire les Pays-Bas + la Franche-Comté) à la Couronne d'Espagne.

Mais quelle était la situation économique, politique et sociale du Reich avant 1618, l'année où commença la terrible Guerre de Trente Ans qui ne prendra fin qu'en 1648, avec la Paix de Westphalie ? L'Empire formait une zone territoriale compacte au centre de l'Europe (Cf. la carte de la p.10). A l'Ouest, les Provinces-Unies commençaient à se forger un destin particulier. Les cantons helvétiques cherchaient à s'éloigner des tensions qui secouaient le reste de l'Empire. Les Turcs menaçaient Vienne et la Hongrie. Anvers était un port florissant. La Hanse s'y était fixée, y concurrençant les produits anglais. La Baltique connaissait un trafic accru: en 1500, huit cents bateaux franchissaient chaque année le Sund danois; en 1600, ils étaient sept fois plus nombreux. En 1616, les Provinces-Unies, exclues précédemment de la Hanse, signent un nouveau traité d'alliance avec les autres villes hanséatiques, destiné à unifier le commerce dans

la Mer du Nord et la Baltique. On assiste également à un regain d'intérêt pour les universités et à une unification linguistique, englobant Pays-Bas, Allemagne et Scandinavie. C'est cette renaissance nord-européenne que la Guerre de Trente Ans va ruiner.

Divisé entre principautés catholiques et protestantes, l'Empire ne pouvait rien contre les Etats nationaux solides qu'étaient la France, l'Espagne, l'Angleterre et la Suède. La province allemande qui devint l'instrument militaire de la Contre-Réforme fut la Bavière du Duc Maximilien. En 1609, la Bavière, avec l'appui du Vatican et de l'Espagne, rassemble la Ligue sous les ordres du Brabançon **Jean 't Serclaes de Tilly**. Au même moment, une querelle éclate pour la succession du duché de Clèves-Juliers, bien situé sur le Rhin, au Nord de Cologne. La France soutient le parti protestant; ce que ne peut admettre l'Espagne. Le poignard de **Ravallac**, en 1610, évite une guerre franco-espagnole. Mais chacun avait choisi son camp. En 1613, l'Empereur **Matthias** tente de sauver l'Empire en imposant la parité entre Protestants et Catholiques à la Diète. Menant une guerre féroce contre les Perses, les Ottomans ne s'intéressent plus à l'Europe centrale. C'est l'occasion, pour le nouvel Empereur **Ferdinand II** et **Maximilien de Bavière**, pour lancer leur offensive anti-protestante. La guerre se déclenche en 1620 avec, pour premier objectif, l'élimination du protestantisme en Bohême et en Autriche. Le sort était jeté: mercenaires espagnols et polonais soutiennent le parti catholique. L'Allemagne devient champ de bataille de l'Europe. L'Espagne, maîtresse des Pays-Bas méridionaux, souhaite encercler la France par le Nord (Bruxelles), l'Est (par l'Alsace dont elle cherche à s'emparer) et le Sud (par Milan et au départ de son propre territoire). Seules les Provinces-Unies résistent et permettent aux Princes d'Allemagne septentrionale, abandonnés par le Roi du Danemark, de faire face aux Catholiques.

Ces projets espagnols alarment **Richelieu** qui décide d'éliminer ce danger au Nord et à l'Est. **Richelieu**, dans un réflexe bien légitime d'auto-défense (ainsi que le soulignent **KOPP** et **SCHULTE** en 1940, date de parution de leur ouvrage ¹), fixe pour objectif à la politique française, de prendre Metz et Strasbourg. La querelle alsacienne est née. Ni Français, ni Allemands n'en sont au départ responsables ... mais le Pape. En Bohême, la répression exercée par les Habsbourgs, la fuite de 150.000 Protestants hors du pays, l'immigration ultérieure de Catholiques bavarois et l'établissement,

à Prague, d'un régime absolutiste sont à l'origine de la haine des Tchèques pour les Allemands.

En 1625, le Roi de Danemark, **Christian IV**, entre dans le jeu. Battu par **Tilly** et **Wallenstein**, il laisse toute l'Allemagne aux Catholiques. Le Vatican a pratiquement gagné la partie. Mais **Ferdinand II** vole au secours des Polonais, aux prises avec la Suède désireuse de faire de la Baltique un lac suédois. Cette erreur politique force **Gustave II Adolphe** de Suède, avec la complicité de **Richelieu** qui obtient la neutralité des Polonais, à se poser en champion des Protestants allemands. **Gustave-Adolphe** écrase l'armée de **Tilly** en 1631 à Breitenfeld et sauve le protestantisme allemand. **Wallenstein** reprend l'offensive. En 1632, à la tête de son armée victorieuse, le Roi de Suède tombe à Lützen. Commandée par **Oxenstierna**, l'armée suédoise conquiert l'Allemagne du Sud, ce qui oblige **Wallenstein** à composer. Il paye de sa vie cette volonté de dialogue: un officier catholique irlandais l'assassine. En 1634, pourtant, les Suédois perdent l'Allemagne du Sud. En 1635, par la Paix de Prague, les Allemands semblent vouloir la réconciliation et la paix. La France reforme une alliance avec la Suède. **Bernhard de Weimar**, général suédois, conquiert l'Alsace pour **Richelieu**.

Ces trente ans de guerre ont ruiné l'Allemagne et lui ont coûté des millions de morts. Plus de 66 % de la population du Palatinat périt de la guerre et de ses suites. L'Empereur **Ferdinand II**, aveuglé par son fanatisme religieux, avait dit: "Je préfère un désert à un pays plein d'hérétiques". Aujourd'hui, certains préfèrent la vitrification à une Europe étrangère aux slogans reagan-papistes. Et curieusement, ce sont les héritiers de **Ferdinand II**.

Les résultats de la Guerre de Trente Ans sont multiples: la France a entamé sa marche vers l'Est. La Hollande s'est fait reconnaître par l'Espagne et s'est détachée de l'Empire. La Suisse a, elle, été détachée de l'Empire par la volonté de l'Empereur lui-même, qui ne souhaitait pas conserver sous sa juridiction la population protestante de Suisse. Cette entreprise était en contradiction avec les statuts de l'Empire. Nos régions connaîtront la guerre plus longtemps encore: jusqu'en 1659, quand l'Espagne capitule et cède l'Artois et le Roussillon. En 1667, la France de **Louis XIV** revendique le Brabant mais est battue par la triple alliance de l'Angleterre, de la Hollande et de la Suède. Les Pays-Bas perdent quand même Lille. Ce ne sera qu'en 1697 que l'Empire regagnera le Luxembourg, la Flandre et la Lorraine, annexés entre 1668 et 1688. La frontière franco-belge actuelle est stabilisée pour trois siècles, mis à part les révisions de 1815 et les projets allemands de 1914 et 1940.

En conclusion, je dirai que lire un ouvrage sur les traités de 1648 permet de comprendre les racines des deux guerres mondiales. La Paix de Westphalie, avec ses prolégomènes et ses conséquences, révèle aussi combien pernicieuses sont les interventions de puissances étrangères à un espace. Dans le cas de la Guerre de Trente Ans, le rôle de l'Espagne est, sur ce plan, exemplaire. L'impact politique et géopolitique des modèles universalistes de société est toujours désastreux. Le catholicisme n'a presque rien gagné aux carnages du XVIIème

Supplément bibliographique mensuel
à la revue **ORIENTATIONS**.
N°7 JUIN-JUILLET 1984
Prix: 50FB-7FF-2FS-2,50DM-1800Lire-
1,25 \$ Canadien.



siècle, mais conserve une scandaleuse bonne conscience. Il y a moyen de transposer ces leçons de l'histoire aux années 1980: les Etats-Unis veulent, en toute bonne conscience, convertir le monde à leur modèle de société et s'immiscent dans les affaires européennes, c'est-à-dire dans les affaires d'un espace géographique et historique très éloigné de leur. De tels projets ne peuvent conduire qu'à la catastrophe.

Wilhelm **MOMMSEN**, qui introduit la traduction allemande du Testament de Richelieu, rééditée par **Faksimile-Verlag**, voit dans le Cardinal le type même de l'homme d'Etat moderne qu'il l'Allemagne du XVIIIème siècle n'a pas eu. **Richelieu** est arrivé au pouvoir dans une France en plein chaos et, par sa conception personnelle de la raison d'Etat, a réussi à en faire la première puissance du continent. **MOMMSEN** voit en **Richelieu** un théoricien du politique équivalent, sinon supérieur, à **Machiavel** et **Hobbes**

car ses écrits ont été sanctionnés positivement par l'histoire. L'introduction de **MOMMSEN** est, tant du point de vue allemand que du point de vue français, un texte indispensable. Il permet à tous de se réapproprier une conscience historique que les événements des XIXème et XXème siècles ont occultée.

G.C.

Friedrich **KOPP** und Eduard **SCHULTE**, **Der Westfälische Frieden, Vorgeschichte, Verhandlungen, Folgen**, Faksimile-Verlag (Reprint), Bremen, 1983, 218 S., 22DM.

Das Politische Testament Kardinal Richelieu, herausgegeben v. Prof. Wilhelm **MOMMSEN**, Faksimile-Verlag (Reprint), Bremen, 1983, 295 S., 25 DM.

(Toutes commandes à: **Faksimile-Verlag**, Postfach 10 14 20, D-2800 Bremen 1).

pour s'abonner

L'abonnement à **VOULOIR** coûte 350 francs belges à verser au compte BBL n°310-0049870-01 de Robert Steuckers. Pour la France, les paiements s'effectuent par **mandats postaux internationaux exclusivement**. Pour l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, par mandats postaux ou par euro-chèques. Les mandats postaux doivent être adressés à la fois à la revue et à R. Steuckers.

L'abonnement donne droit à 12 numéros de **VOULOIR**. ce supplément à la revue **ORIENTATIONS** paraîtra dix fois par an.

Pour les mois de juin-juillet et d'août-septembre, nos abonnés recevront deux numéros de 12 pages. Cela ramènera le nombre de parutions annuelles à 10 numéros.

Les abonnements de soutien seront désormais possibles:

A) Ceux qui verseront 500 FB recevront deux numéros de **VOULOIR** à chaque parution (ou 70 FF, 25 DM, 20 FS).
B) Ceux qui verseront 600 FB recevront trois numéros à chaque parution (ou 85 FF, 30 DM, 24 FS).

Notre adresse:

**ORIENTATIONS/
E.R.O.E.-E.K.S.O.,
BPB N°41,
B-1970 WEZEMBEEK-OPPEM.**



Editeur responsable: Robert Steuckers,
BPB N°41, B-1970 Wezembeek-Oppeem.

SERVICE LIBRAIRIE

Les ouvrages, dont la liste suit, peuvent être commandés à l'adresse de notre revue. Généralement, ces livres ne sont pas diffusés en Belgique. Nous sommes les seuls à pouvoir vous les vendre. Ni E.R.O.E. ni la rédaction de **VOULOIR/ORIENTATIONS** n'avalisent nécessairement leur contenu. Les lecteurs restent seuls juges.

NOTRE SELECTION DE LIVRES:

Guillaume FAYE, **Contre l'économisme. Principes d'économie politique**. (Reproduction par procédé xérogaphique). Prix: 160 FB, 23 FF, 6,50 FS, 8 DM.

Guillaume FAYE, **Sexe et Idéologie**. Prix: 70 FB, 10 FF, 3 FS, 3,50 DM.

Guillaume FAYE, **La Nouvelle Société de Consommation**. Prix: 210 FB, 29 FF, 8,50 FS, 10,50 DM.

Anne JOBERT, Guillaume FAYE, Armin MOHLER, Pierre VIAL, Alain de BENOIST, **La Troisième Voie**, Actes du XVIIème colloque national du G.R.E.C.E. Prix: 210 FB, 29 FF, 8,50 FS, 10,50DM.

Alain de BENOIST, **Comment peut-on être païen ?** Prix: 360 FB, 52 FF, 14,50 FS, 18 DM.

Alain de BENOIST, **Traditions d'Europe**, Prix: 1330 FB, 190 FF, 53 FS, 66,50 DM.

Klaus D. LUDWIG, **Für eine neue Wirtschaftsordnung**. Prix: 170 DM, 25 FF, 7 FS, 8 DM.

Paul LAMATSCH / Alfred KRAUT, **Die Wirtschaft in der Krise. Analyse und Ausweg**. Prix: 400 FB, 58 FF, 16 FS, 19,80 DM.

E.SOENS / J.JACOBS, **Handboek voor Germaansche Godenleer**. (Reproduction par procédé xérogaphique d'un ouvrage de 1901). Prix: 260 FB, 39 FF, 10,50 FS, 13 DM.

NOTRE SELECTION DE REVUES:

ORIENTATIONS n°2 (Mélanges: Cioran, Pasolini, Marshall McLuhan, etc.): 140FB, 25 FF, 6 FS, 7 DM.

ORIENTATIONS n°3 (Neutralisme et Nationalisme en Allemagne, La notion de peuple, etc.): 160 FB, 25 FF, 7 FS, 8 DM.

ORIENTATIONS n°4 (La Russie, l'Europe et l'Occident, Les Francs entre Rhin et Seine): 180, FB, 25 FF, 7,50 FS, 9DM.

L'ANNEAU n°1 (Wagner, L'ennui, Le réductionnisme, Hendrik Conscience, C.D. Friedrich, etc.): 70 FB, 10 FF, 3 FS, 4 DM.

L'ANNEAU n°2 (Les origines philosophiques de la crise écologique par Max A. Höfer, la question allemande par Pierre Krebs, l'héritage européen par Janus Meerbosch, etc.): 95 FB, 14 FF, 4 FS, 5 DM.

HAPAX, Les Cahiers de la société de criminologie moderne et de philosophie du droit (Dossier sur la Propriété réalisé par A.M. de la SOURCE, Philippe GAULT, Ange SAMPIERU; un texte d'Yves CHRISTEN). Prix: 70 FB, 10 FF, 3 FS, 3,50 DM.

DIORAMA LETTERARIO n°46-47 (Marzo-Aprile 1982), Dossier Ernst JÜNGER avec textes d'Alain de BENOIST, Giano ACCAME, Marcello VENEZIANI, Giuseppe DEL NINNO, Mario Bernardi GUARDI, Marcel SCHNEIDER, Piero VISANI et plusieurs lettres inédites d'E.J. Prix: 100 FB, 15 FF, 4 FS, 5 DM.

DIORAMA LETTERARIO n°68-69 (Febbraio-Marzo 1984), **Carl SCHMITT nel nostro tempo**. Dossier C.S. avec textes d'Alessandro CAMPI, G. FAYE, Robert STEUCKERS, Piet TOMMISSEN, A. SANTAMBROGIO, A. TOMASINI, G. BORGHI, Nicolo ZANON. Prix: 100 FB, 15 FF, 4 FS, 5 DM.

Les revues et les livres mis en vente dans nos numéros 5 et 6 sont toujours disponibles.